

Patrimoine financier net des administrations publiques

La différence entre les avoirs et les engagements des administrations publiques constitue leur patrimoine financier net, qui indique de façon résumée la capacité de l'État d'honorer intégralement ses obligations : les avoirs complètent les recettes attendues à l'avenir puisqu'ils pourraient être cédés dans le but de rembourser les dettes existantes (ainsi décrit-on également l'endettement net). L'existence d'un patrimoine financier net positif signifie que l'état des finances publiques ne met pas en péril leur viabilité, alors qu'une dégradation de ce patrimoine est le signe d'une situation budgétaire fragile nécessitant une hausse des impôts, une baisse des dépenses ou la conjonction des deux.

En 2015, le patrimoine financier net des administrations publiques dans la zone OCDE représentait en moyenne -72 % du PIB, ce qui signifie que pour chaque 1 % du PIB d'avoirs, les administrations devaient 1.72 % du PIB. À cette date, la Grèce avait le patrimoine financier net le plus bas de l'OCDE, soit -148.1 % du PIB, devant l'Italie (-132.5 %), le Japon (-126.1 %) et le Portugal (-109.4 %), alors que sept pays avaient un patrimoine financier net positif : la Norvège (284.4 %), la Finlande (53.5 %), le Luxembourg (49.5 %), l'Estonie (42 %), la Suède (27.6 %), l'Australie (14.4 %) et le Chili (1.4 %).

Depuis la crise, le patrimoine financier net se dégrade dans la zone OCDE ; il a diminué de 31.7 p.p. de 2007 à 2015 du fait de la conjonction d'une croissance négative, d'un alourdissement des déficits et d'une montée de la dette publique. La Grèce a connu la baisse la plus marquée (-67 p.p.), devant l'Espagne (-64.3 p.p.), alors que la plus forte hausse a été observée en Norvège, qui est passée d'un patrimoine positif de 139.8 % du PIB en 2007 à 284.4 % en 2015. Trois autres pays seulement ont augmenté leur patrimoine financier net depuis 2007 : l'Estonie (+13.5 p.p.), la Suède (+6.6 p.p.) et la Suisse (+2.9 p.p.).

De 2015 à 2016, les changements les plus notables ont eu lieu au Royaume-Uni, où le patrimoine financier net est passé de -82.4 % du PIB à -92.8 %, en Slovaquie (-3.4 p.p.), au Portugal (+4.9 p.p.) et en Norvège (+4.7 p.p.). Le fait que le patrimoine financier net soit devenu encore plus négatif au Royaume-Uni et en Slovaquie est imputable à une hausse de l'endettement dans le premier pays et à une réduction des actifs dans le second ; au Portugal et en Norvège, la progression du patrimoine financier net positif s'explique par une hausse des avoirs des administrations publiques.

Enfin, en 2015, le patrimoine financier net par habitant était en moyenne de -32 692 USD à PPA dans les pays de l'OCDE, en recul par rapport à 2009 (-20 637 USD à PPA). La même année, le Japon avait le patrimoine financier net par habitant le plus négatif, soit -51 359 USD à PPA, alors que la Norvège avait le plus positif, soit 176 378 USD à PPA.

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives

aux finances publiques, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A). La valeur financière nette du secteur des administrations publiques est la valeur totale de ses actifs financiers, diminuée de la valeur totale de ses passifs. Le SCN définit les actifs financiers et les passifs pouvant apparaître au compte de patrimoine financier du secteur institutionnel : or monétaire et DTS ; numéraire et dépôts ; titres de créance ; crédits ; actions et parts de fonds d'investissement ; systèmes d'assurance, de pensions et de garanties standards ; produits financiers dérivés et options sur titres des salariés ; et autres comptes à recevoir ou à payer. Dans le SCN, les stocks d'actifs et de passifs financiers sont évalués au prix du marché, lorsque c'est pertinent (mais certains pays peuvent ne pas appliquer ce mode d'évaluation, notamment aux titres de créance). Les données sont basées sur les actifs et passifs financiers consolidés, sauf pour le Chili, le Brésil et la Fédération de Russie. Cet indicateur peut servir de mesure pour la dette publique nette ; en effet, conformément à la logique retenue pour définir la dette brute, il est possible de restreindre la définition de la dette nette à la dette brute, moins les actifs financiers correspondant à des instruments de la dette (conformément au concept défini dans le document « Statistiques de la dette du secteur public : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs »). Le fait que divers pays comptabilisent les engagements non provisionnés liés aux agents publics peut avoir une incidence sur la valeur financière nette des administrations publiques et compliquer les comparaisons internationales. C'est le cas de certains pays membres de l'OCDE tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande et la Suède. Par conséquent, comme pour la dette publique brute, une valeur financière nette ajustée est calculée pour ces pays.

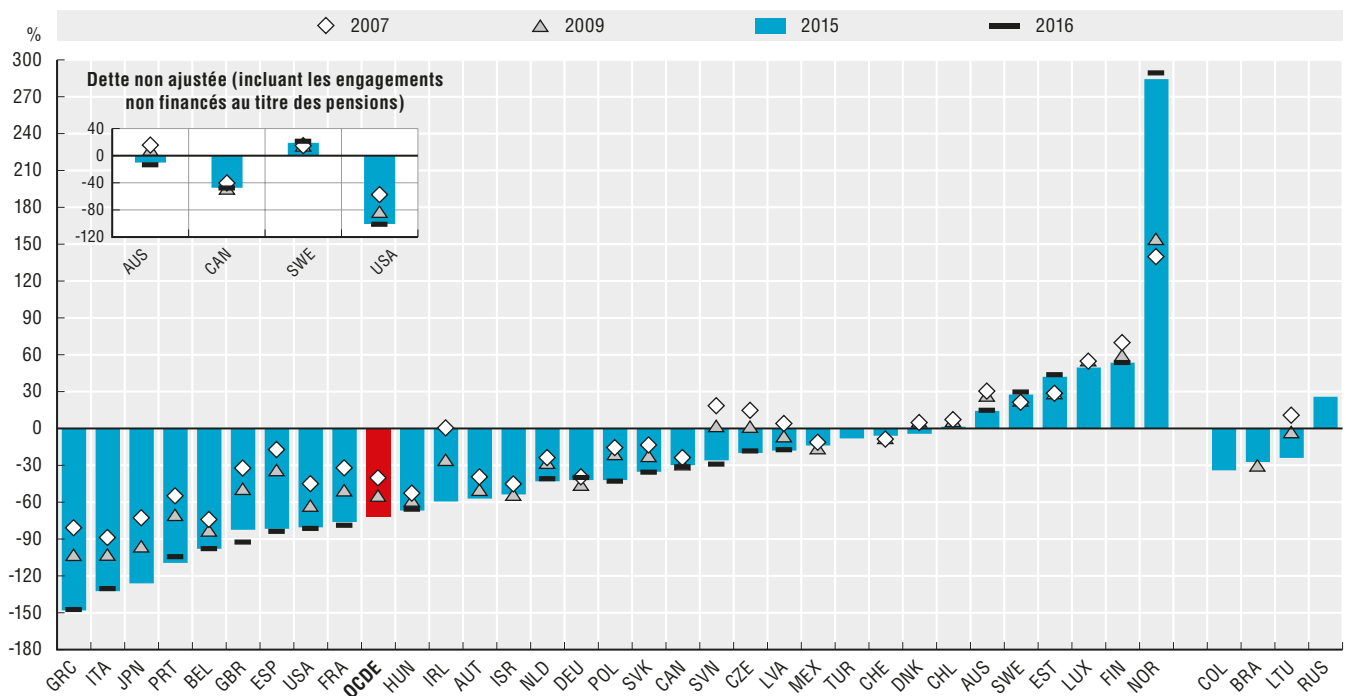
Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Panorama des comptes nationaux 2015*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2015-fr.

Notes relatives aux graphiques

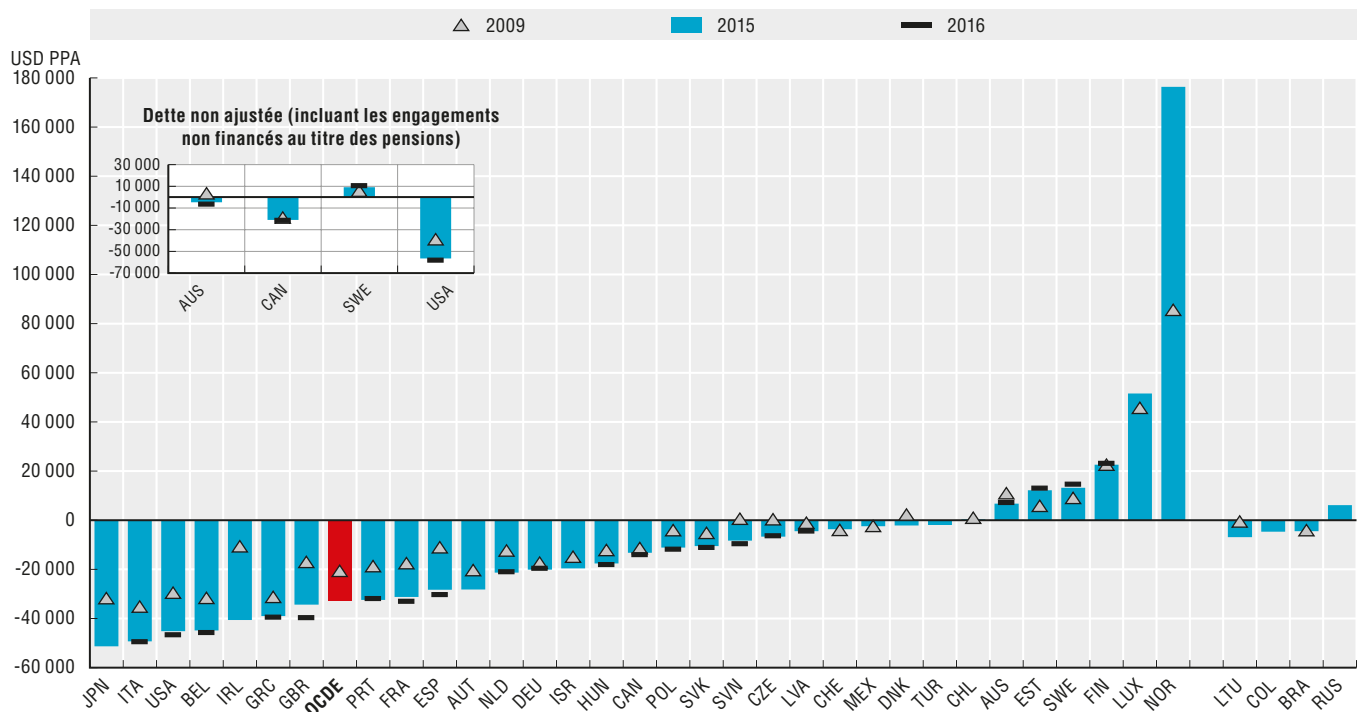
Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

2.13. Patrimoine financier net des administrations publiques en pourcentage du PIB (2007, 2009, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537387>

2.14. Patrimoine financier net des administrations publiques par habitant (2009, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537406>

